

## **Every Woman's Centre Association**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Le gouvernement du Canada doit continuer de mettre l'accent sur les emplois et l'économie. Pour ce faire, il faut non seulement s'occuper de formation et d'acquisition de compétences, mais établir d'autres mesures de soutien afin de permettre aux femmes de profiter des programmes qui peuvent être offerts. Pour que les femmes puissent atteindre leur plein potentiel, il faut leur offrir des services de garde, des logements abordables et une sécurité alimentaire. Préparer les femmes pour des emplois qui sont uniquement disponibles dans de grands centres urbains ou dans les provinces de l'Ouest ne fait rien de bon pour l'économie et, en fait, vient souvent augmenter le problème. Des familles dont les parents sont absents, les problèmes de drogue et d'alcool engendrés par le fait de vivre très loin de son foyer et le fait de recevoir beaucoup d'argent pendant de courtes périodes contribuent à créer un manque de stabilité dont le Canada a besoin pour être fort. La majorité des femmes ne peuvent pas facilement se déplacer. Elles peuvent le faire pour de courtes périodes, mais ce mode de vie ne leur convient pas. Il doit y avoir une solide orientation stratégique en matière de redressement économique durable, visible pour le Canadien moyen, les personnes qui vivent dans la pauvreté et les femmes. Dans ma région, l'argent qui a été débloqué par le gouvernement fédéral pour appuyer le nettoyage des étangs de goudron de Sydney est un exemple de succès. Cette initiative a permis de créer des emplois pour des centaines de personnes, dont des femmes, et a beaucoup contribué à l'économie d'une région qui avait connu beaucoup de difficulté au fil des ans. La Recommandation #34 du groupe d'experts stipulait que l'Agence des étangs de goudron de Sydney mettrait en œuvre une stratégie visant à augmenter le nombre de femmes dans des domaines non traditionnels, prouvant ainsi que lorsqu'il le souhaite, le gouvernement fédéral peut adopter de telles mesures pour accompagner son financement. Le Every Woman's Centre recommande de procéder de la sorte dans le cadre de l'octroi de tous les grands projets d'infrastructure financés par le gouvernement fédéral au pays.

#### **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

Au moment où les compagnies canadiennes sont confrontées à des difficultés découlant de l'incertitude de la reprise économique aux États-Unis, de la crise de la dette en Europe et de la concurrence de certains membres de pays industrialisés et en développement, il est de plus en plus important de s'assurer que les politiques fédérales aient pour but de renforcer l'économie du Canada tout entier. Soutenir uniquement les grands centres urbains n'est pas la solution. Le Canada se compose surtout de régions rurales. Il faut mettre sur pied des initiatives qui favoriseront la croissance économique des régions rurales. Une solide stratégie nationale en matière de logement en constitue un bon exemple. Dans de nombreuses régions rurales et urbaines, les gens ne sont pas en mesure d'avoir accès à des

logements sécuritaires et abordables. Il faut augmenter le financement des collèges communautaires. Un certain nombre de métiers et de technologies peuvent être adaptés en fonction des besoins locaux en matière de logement. Ce genre de revitalisation dans le domaine du logement aurait de nombreux avantages économiques. L'industrie forestière pourrait être revitalisée. Des femmes pourraient être formées dans des emplois non traditionnels. Plus il y a de gens qui participent à l'économie, plus il est facile d'attirer des entreprises dans les régions rurales. Le gouvernement fédéral pourrait s'assurer qu'il y ait des programmes destinés à appuyer les initiatives de logement qui garantissent des logements sécuritaires et abordables à l'échelle locale. Des femmes doivent attendre quatre ou cinq ans pour avoir accès à un logement subventionné et, dans certaines régions rurales, il n'y a même pas de logement subventionné. Le logement est le deuxième problème le plus important auquel nous sommes confrontés au Every Woman's Centre. La pauvreté est le problème numéro un et l'emploi le numéro trois. Le financement de centres d'emploi pour femmes a connu un certain succès, mais peut s'avérer limité lorsque la majorité des emplois offerts sont de premier échelon, au salaire minimum et sans possibilité d'avancement. Une stratégie nationale du logement pourrait changer cet état de choses.

### **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

On peut se demander pourquoi il y a des pénuries de main-d'œuvre. Comment s'y prendre pour que tout le monde puisse participer à l'économie grâce à l'acquisition de compétences. Comme dans beaucoup de domaines, la réponse en est une de succès et de récompenses. Acquérir de nouvelles connaissances doit déboucher sur un emploi et sur une vie meilleure. Cela doit être considéré comme étant meilleur que ce qu'une personne a actuellement. S'il est trop difficile de suivre une formation parce qu'il n'y a pas de service de garde d'enfants, parce qu'on s'inquiète au sujet d'un logement non sécuritaire ou qu'on n'a pas suffisamment de nourriture pour sa famille et qu'on sait qu'à la fin de sa formation, il faudra parcourir des milliers de milles pour trouver un emploi, le jeu n'en vaut pas la chandelle. Trop d'obstacles font en sorte qu'il est très difficile de convaincre les gens que cela vaudra la peine. Choisir la bonne formation et obtenir un emploi peuvent s'avérer très difficile. Les renseignements sur le marché du travail peuvent être utiles, mais ils ne donnent pas une vue d'ensemble de la situation. J'ai vu de nombreuses femmes qui ont fait des pieds et des mains pour fréquenter un collège communautaire et qui se sont aperçues que les cours qu'elles avaient suivis n'avaient aucune valeur dans leur collectivité. Il ne faudrait pas augmenter l'âge où une personne peut demander sa pension de vieillesse, pour que les personnes âgées continuent de travailler. On peut y parvenir grâce à d'autres méthodes. Si une personne âgée prévoit travailler après l'âge de 65 ans, elle devrait bénéficier d'une réduction d'impôt. Toucher une pension de vieillesse, de la sécurité de la vieillesse et travailler signifie qu'on se retrouve dans une fourchette de 23 % d'impôt sur le revenu ou plus. La majorité des personnes qui continuent à travailler ne peuvent réclamer aucune exemption en raison d'âge. Même si je crois que la majorité des gens de plus de 65 ans aimeraient continuer à travailler, cette option doit présenter certains avantages.

### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Pour augmenter la productivité, des efforts doivent être déployés à l'échelle nationale pour renforcer l'économie. Les gens ont besoin d'acquérir de nouvelles compétences pour combler les nombreux emplois qui seront créés au fil des ans, et le renforcement de l'économie doit viser toutes les régions du

Canada, et non seulement les centres urbains. Les femmes doivent participer à l'amélioration de la production. Des mesures de soutien doivent être mises en place pour que cela se produise, notamment des services de garde d'enfants, des programmes d'acquisition de compétences, des logements sécuritaires et abordables et des initiatives de réduction de la pauvreté.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

À mon avis, ce sont les jeunes qui sont confrontés aux défis les plus importants et si nous ne nous occupons pas de ce problème, ils deviendront notre plus grand défi. Il n'y a pas une collectivité rurale ou urbaine au Canada qui n'a pas ressenti les contrecoups de la toxicomanie chez les jeunes, du décrochage scolaire en raison d'un système qui ne tolère pas les comportements des jeunes, des problèmes de santé mentale, de l'absence de perspectives d'emploi et de la pauvreté. Que fait-on pour prendre en compte ces problèmes, je ne le sais vraiment pas. Ce que je sais, c'est que les programmes de développement de la petite enfance fonctionnent, que les clubs jeunesse sont utiles, que l'acquisition de compétences est essentielle pour les personnes qui ne cadrent pas dans le système scolaire et que la majorité de ces initiatives sont sous-financées. Je sais que depuis que le contrat de construction de navires a été annoncé pour Halifax, il y a maintenant une liste d'attente de trois à quatre ans pour des cours pertinents de collèges communautaires. (Quel espoir y a-t-il pour l'étudiant qui vient de terminer ses études secondaires et qui doit attendre aussi longtemps?). Je sais que le taux de chômage au Canada est le plus élevé chez les jeunes. J'ai lu récemment un article au sujet de l'Alberta qui disait que les conservateurs, s'ils étaient réélus, promettaient d'adopter un plan de 10 ans pour réduire la pauvreté et un plan de 5 ans pour mettre fin à la pauvreté chez les enfants. Ce concept m'intéresse toujours car je ne connais pas de façon de mettre fin à la pauvreté chez les enfants à moins d'éliminer la pauvreté chez la famille toute entière. J'ai une recommandation à proposer. Le gouvernement fédéral devrait élaborer une stratégie nationale de réduction de la pauvreté. Pendant que chaque province tente de lutter contre la pauvreté, il n'existe pas de cadre national à cet égard. Peu importe ce que les provinces pourront faire pour s'attaquer à la pauvreté, cela ne suffira pas sans un soutien à l'échelle nationale. L'établissement d'un revenu viable garanti ne serait possible qu'à l'échelle nationale.